

Les espions, Huawei et le regret d'Alcatel

Et si l'équipementier chinois était tout simplement victime de son avance technologique ? Cette polémique nous amène à regretter nos propres erreurs industrielles.

par Guillaume Grallet

Modifié le 16/02/2019 à 19:27 - Publié le 16/02/2019 à 14:49 | Le Point.fr



Le flou le plus total. Voilà la situation des opérateurs français après l'amendement à la loi Pacte – rejeté dans un premier temps au Sénat, mais qui devrait revenir sous une autre mouture – qui va renforcer le contrôle sur le choix de l'équipementier pour leur réseau. Et donc sans doute, limiter le recours au chinois Huawei, la cible présumée de cette mesure. Ce que les opérateurs redoutent le plus ? Un allongement des procédures administratives ou encore l'obligation de devoir remplacer du matériel déjà installé. « Nous aimerions avoir une réponse fixe avant la fin du second semestre » explique par exemple Orange qui utilise pour l'instant Huawei uniquement en Afrique, mais est

second semestre », explique par exemple Orange qui utilise pour l'instant Huawei uniquement en Afrique, mais est tenté d'y recourir pour le déploiement de la 5G en France.

Cette technologie, qui devrait être déployée en 2020, promet de multiplier par 10 le débit de la 4G, ce qui permettra par exemple de télécharger un fichier d'un gigaoctet en moins de 20 secondes. Elle sera essentielle pour relier entre eux les objets connectés, faire fonctionner les usines du futur ou encore les voitures semi-autonomes. Surtout, au quotidien, ses antennes optimiseront en permanence le signal des mobiles, de quoi apporter davantage de stabilité. OnePlus, LG, ou encore Samsung, avec son modèle Galaxy F, s'apprêtent d'ailleurs à dévoiler des mobiles compatibles dans les tout prochains jours.

Huawei consacre 15 % de son chiffre d'affaires à la recherche

« Il est important pour les acteurs français d'avoir le plus vite possible de la visibilité sur le cadre légal lié à la sécurité », confirme-t-on à la Fédération française des télécoms. On comprend l'impatience des opérateurs. Pour que la 5G soit déployée en France, il faudra ensuite un lancement de procédure de fréquences dont on ne connaît pas encore le cadre de l'attribution : enchères ou concours de beauté, en fonction des engagements pris par les opérateurs. Celui-ci pourrait intervenir avant la fin de l'année comme l'a promis la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher. Seules ces décisions pourront remettre la France dans la course à la 5G, par rapport à la Corée du Sud et le Japon notamment.

Certes, si l'équipementier Huawei, interdit aux États-Unis, n'est pas jugé suffisamment fiable, nos opérateurs pourront toujours se reporter sur les européens Nokia ou Ericsson. « Mais cela signifie entre six mois à deux ans de retard », explique par exemple Deutsche Telekom en Allemagne, confronté au même dilemme en Allemagne. Fort de ses 180 000 employés, Huawei, qui dépense 15 % de son chiffre d'affaires en recherche, n'est-elle pas l'entreprise qui a le plus déposé de brevets en Europe en 2017 ? Cette année-là, le chinois, qui s'intéresse en ce moment aux lunettes de réalité augmentée, a fait plus fort que l'allemand Siemens, comme on peut le voir dans #TECH24, l'émission high-tech de FRANCE 24 présentée avec Marjorie Paillon et dont Le Point.fr est partenaire.

Quant au fond de l'affaire : Huawei espionne-t-il vraiment ? Rien ne le prouve à ce jour. Le créateur de l'équipementier Ren Zhengfei estime avoir écopé d'une balle perdue dans le conflit sino-américain. « Nous sommes un grain de sésame dans la bataille commerciale qui oppose les États-Unis et la Chine », explique le septuagénaire. Fan de big data, il expliquait au *Point*, lors d'une interview en 2014 : « Cela vous permettra de retrouver la bague de votre femme dans un océan. » À l'époque, le fils d'instituteurs du Jiangsu avait rencontré le médaillé Field Cédric Villani, et avait promis un investissement de 1,5 milliard d'euros dans la recherche en France. Déjà à l'époque, il s'agissait alors de rassurer dans la foulée d'un rapport parlementaire remis en 2012 et intitulé « La cyberdéfense : un enjeu mondial, une priorité nationale ».

i

Reste un regret de taille. Pourquoi la France qui, il y a encore 15 ans, possédait avec Alcatel un équipementier d'envergure mondiale n'a pas réussi à en faire un acteur capable de batailler avec les géants Cisco ou Huawei ? En 1998, notre champion national était même cité en exemple par Wired en s'offrant des pépites californiennes destinées à booster son débit. Cela semble bien loin aujourd'hui. Au manque à gagner économique, s'ajoute celui de la souveraineté.

[Reportages, analyses, enquêtes, débats. Accédez à l'intégralité des contenus du Point >>](#)

CONTENUS SPONSORISÉS

Taboola Feed

Des lunettes de conduite de nuit fait fureur en Germany

ClearView

Le jeu de simulation de ville qui te fait voyager dans le temps

Forge Of Empires - Jeu en Ligne Gratuit

Pourquoi tout le monde achète cette smartwatch militaire?

TAC25

Dites adieu à la fatigue grâce à ces 5 conseils

Mieux Exister

30 aliments qui sont excellents pour votre coeur

Mieux Exister

La méthode incroyable d'apprentissage de langues étrangères est conquérir la France!

Easy Speaker

Carte verte USA! Vérifiez si vous êtes admissible à postuler

U.S Green Card - Free check

Voos baratos de Gunzenhausen. Clique e compare passagens

<http://www.jetcost.pt>

par Taboola

A DÉCOUVRIR SUR LE POINT

Emmanuel Petit poursuivi par sa fille : la guerre est déclarée

Yvelines : une adolescente violée par six élèves de son collègue

Conseil constitutionnel : les dégâts collatéraux de la nomination de Juppé

Didier Bourdon : « Il n'y a pas photo entre Les Nuls et Les Inconnus »

Popularité : la cote de Macron remonte de 6 points

Art éphémère : Malabo parie sur le bodypainting

14 COMMENTAIRES

Par Happyfew le 17/02/2019 à 09:55

Une évidence insupportable pour les US

L'intérêt de tout ça, au delà de l'aspect technologique, c'est de révéler, une fois encore, à quel point nous avons été, nous Européens comme Français, gouvernés directement par es US jusque là avec la complicité de politiques comme Sarko et Macron aujourd'hui. Heureusement, petit à petit, l'Allemagne reprend son vol et son autonomie, mais c'est très difficile pour elle : concernant Huwaie, ils ne s'apprêtent pas à l'interdire mais établissent une réglementation et des contrôles technologiques auxquels devront se soumettre tous les industriels du secteur, fussent-ils Européen ou US ! Pour la petite histoire, la guerre US contre Huwaie a pour origine l'impossibilité de la NSA de craquer le cryptage rendant ainsi impossible l'écoute de Mme Merkel par exemple.

Par CULHMAN le 17/02/2019 à 07:28

En complément de "Surtout Pas"

Très bon rappel de nos incohérences plus politiciennes que technique et surtout industrielle.

Une des racines profonde est : si vos labos privés ou public ont ratés la phase création d'un microprocesseur vous serez éternellement à la remorque des grands investisseurs et de leur maîtrise de la "back door"...

Et je persiste a croire que notre défunt CCETT était en son temps apte a se lancer dans cette compétition mais les visions long terme des politiciens n'est que celle de leur réélection !

Par Aspidium le 17/02/2019 à 04:54

Vu de Chine et de ses confins équatoriaux

J'ai bien connu plusieurs Chinois formés à Supélec, près de Rennes. L'un d'entre eux a ensuite travaillé chez Alcatel. Mais c'était dans les années 80 ! Aujourd'hui, les Chinois ont de moins en moins besoin d'acquérir la technologie occidentale car, dans de nombreux domaines, ils font déjà la course en tête (informatique, traitement d'image automatisé, éolien, photovoltaïque, TGV). Restent encore les avions et certains équipements militaires de pointe, mais pour combien de temps.

En outre, même si la population Chinoise commence à vieillir, la Chine bénéficie encore de tranches d'âge conséquentes, jeunes et hautement qualifiées issues d'un système éducatif hyper-sélectif. Ajoutons à cela que le QI moyen des Chinois Han est estimé à 106, ce qui, extrapolé à partir de la fameuse courbe publiée par the Wall Street Journal dans les années 90, donne quelque chose comme 80 millions de Chinois avec un QI supérieur ou égal à 140. Qu'aurait pu faire un centre de recherche à Lannion face à l'ampleur d'un tel phénomène ?

La compétition est probablement perdue mais ce sont peut-être les Chinois qui permettront à ceux qui le souhaitent, d'échapper à la décadence qui semble devenue évidente pour nombre d'Occidentaux. Car à Pékin, Shanghai ou Singapour, l'ambiance est à la compétition alors que les déclinologues, s'il en existent, sont inaudibles.

